Projet de déclaration pour l'Alliance Progressiste pour des Démocraties Résilientes

- Réunion du conseil d'administration de l'AP 1er octobre 2021 -

*En conclusion de nos séminaires virtuels sur les "Démocraties résilientes" qui se tenaient virtuellement en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Europe, nous présentons la déclaration suivante.*

1) La social-démocratie est notre engagement fondamental

Depuis ses fondations liées à l'ère de la 2ème révolution industrielle, les progressistes ont toujours été engagés dans la promotion de la démocratie sociale et du socialisme démocratique par le biais de réformes en gagnant des majorités pour gouverner. Depuis le tout début, les sociaux-démocrates et les socialistes ont agi au niveau national avec une perspective de solidarité globale et convain de l’importance l'internationalisme.

L'Alliance Progressiste a été créée en 2013 dans cette tradition engagée dans la promotion des valeurs fondamentales de liberté, d'égalité et de solidarité. Pour nous, une démocratie durable et résiliente ne peut être atteinte que par la responsabilisation et la participation des citoyens, de ses partis progressistes, des syndicats et des organisations de la société civile. Une démocratie résiliente est une démocratie qui dure, et qui se donne les moyens de résister aux crises systémiques auxquelles nous serons inévitablement confrontés.

Lorsque nous nous engageons en faveur des démocraties résilientes, force est de constater que certains des mouvements de libération qui se référaient au socialisme ont échoués au pouvoir, car ils ne s'engageaient envers la démocratie que lorsque cela les aidait à obtenir le soutien populaire, mais oubliaient l'engagement envers les valeurs fondamentales une fois au pouvoir. Ils n'ont pas compris que la démocratie est intrinsèquement liée à une vision progressiste du progrès sociétal sous la forme de l'égalité sociale et d'un État-providence fondé sur un système fiscal progressif.

Après une vague de démocratisation mondiale à partir des années 1990, nous constatons aujourd'hui le risque d'un retour en arrière mondial de la gouvernance démocratique. Les temps changent et nous devons donc défendre nos acquis progressistes à la lumière d'un nouveau paradigme de "démocraties illibérales" et de la menace d'un nouveau fascisme.

2) La démocratie menacée

Les chercheurs en démocratie parlent d'une ère de "démocraties résilientes". À l'avenir, disent-ils, il s'agira davantage de défense que de promotion de la démocratie. La promotion de la démocratie supposait que les démocraties allaient "s'accroître" dans le monde entier ; c'est le contraire qui se produit actuellement. Le président américain Joe Biden parle également d'un tournant dans l'histoire du monde, la démocratie doit être défendue de manière cohérente en tant que concept, elle n'est pas le fruit du hasard et nous nous engageons contre ceux qui pensaient que l'ère de la démocratie serait terminée.

Nous, progressistes, sommes des féministes et nous nous soucions, en particulier dans la crise de Corona, du rôle des femmes dans nos sociétés qui portent un double fardeau dans leur vie professionnelle et familiale. En ces temps de pandémie, la violence sexiste a également augmenté. Les secteurs touchés par la crise de Corona sont principalement la gastronomie, le tourisme et le commerce de détail dans lesquels plus de femmes que d'hommes travaillent, souvent dans des conditions précaires, comme dans les secteur de service et des soins médicaux.

Nous devons donc soutenir les femmes en leur offrant un État-providence stable et des emplois qui tiennent compte du fait qu'il doit y avoir un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée, qui favorise le bien-être physique et psychologique des femmes et de leur famille. En outre, nous devons nous assurer que la participation des femmes à la politique est un objectif réalisable. La politique est encore un espace dominé par les hommes, où les jeunes femmes sont particulièrement mises à l'écart. Cela doit changer pour que la politique féminine devienne une caractéristique progressive à tous les niveaux.

Les politiques néolibérales et les marchés financiers sauvages ont creusé les inégalités ces dernières années et des citoyens ont perdu la conviction que les démocraties étaient plus efficaces en matière de bien-être, de protection sociale et de prospérité. Des mouvements populistes de droite et de nouveaux mouvements fascistes sont apparus et ont gagné un soutien populaire mondial.

Nous vivons une époque de crises multiples qui se chevauchent sur le plan social et environnemental. Les politiques néolibérales et les marchés financiers sauvages ont creusé les inégalités ces dernières années et nombreux citoyens ont perdu la foi dans les démocraties pour ce qui est du bien-être, de la protection sociale et de la prospérité. La pandémie de Covid-19, la crise sanitaire mondiale, a encore accentué les inégalités, non seulement par l'accès inégal aux vaccins et à la protection. Alors qu'en Europe, plus de 60% de la population a été vaccinée, ce chiffre n'est que de 32% dans le monde. La pandémie a un impact sur toutes les formes d'emploi, augmentant le travail précaire et servant aux régimes autoritaires à réduire davantage les espaces civils et démocratiques.

Dans le monde entier, 39% des pays ont restreint la liberté d'expression et le droit de s'organiser, comme le montre l'indice mondial des droits de la CSI 2020. Bien qu'il y ait d'énormes variations régionales avec une diminution à 72% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à 41% en Afrique, à 39% en Asie-Pacifique, à 32% dans les Amériques et à 26% en Europe.

La nécessaire lutte contre le terrorisme a également été détournée pour imposer la surveillance des ennemis et réduire les droits civils. Le retrait précipité et mal calculé des troupes et le retour au pouvoir des talibans après 20 ans en Afghanistan ont montré les limites d'une action militaire extérieure et de la construction démocratique d'une nation pilotée de l'extérieur.

Le capitalisme numérique a développé de nouvelles formes de surveillance utilisées non seulement par les Big Five (Google (Alphabet), Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) pour des raisons économiques, mais aussi par des régimes autoritaires. Le progrès technologique a ouvert la voie à une surveillance encore plus complète, y compris du comportement civil et de l'expression des opinions politiques.

En Amérique latine et dans certaines régions d'Afrique, les "églises" pentecôtistes sont devenues une véritable menace pour la démocratie, car elles sapent l'État de droit et organisent les gens non pas pour qu'ils agissent pour leur société, mais pour qu'ils paient leur "guérison" de la pauvreté, de la violence et du désespoir. Historiquement hérité des États-Unis, ce nouveau modèle économique des forces évangéliques fonctionne en étant lié aux élites financières afin d’excercer une influence politique.

Ce n'est pas une question de foi, la religion est dans ce cas abusée pour l'endoctrinement. Ces forces ne doivent pas être sous-estimées et doivent être restreintes et contrôlées car elles représentent une nouvelle forme d'organisation des personnes vivant dans des conditions précaires qui, auparavant, étaient plutôt organisées par les partis socialistes et les syndicats.

3) Notre ambition

Les multiples défis mondiaux nécessitent des réponses globales et progressistes. Tout d'abord, ils ont besoin d'une gouvernance démocratique. Il n'y a pas d'alternative à l'Etat de droit démocratique, à la défense et à l'approfondissement de la démocratie, de sa sphère publique, de ses acteurs et de ses institutions.

La démocratie est plus qu'un État qui accorde des droits à ses citoyens. Nous, les Progressistes, nous engageons à promouvoir et à consacrer la gouvernance démocratique basée sur l'inclusion et le consensus au sein de nos sociétés. La démocratie doit être associée au progrès social pour tous, à une protection et une sécurité sociales globales pour ses citoyens et à l'accès à l'éducation et à la culture en tant que bien public.

Réduire les inégalités au sein des pays, des continents et au niveau mondial est notre ambition progressive. Notre paradigme reste que les individus peuvent et doivent être responsabilisés, peuvent mieux s'émanciper dans un collectif, au sein de sociétés démocratiques. Les citoyens sont plus que des consommateurs !

En tant qu'Alliance Progressiste, nous nous engageons en faveur d'un multilatéralisme renouvelé, inclusif et équitable, car nous pensons que nous avons besoin d'une coopération mondiale accrue au sein d'un système des Nations unies réformé et renforcé par des organisations et institutions régionales dotées d'une légitimité démocratique.

En tant que Progressistes, nous continuons à nous engager pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies car ils restent l'agenda pour un changement et une transition nécessaires et justes.

En tant que Progressistes, nous sommes conscients que la gouvernance démocratique à tous les niveaux ne se limite pas à gagner des élections. Nous soutenons de nouvelles formes de participation civique et de codétermination des travailleurs. Nous soutenons les mouvements d'opposition démocratique comme au Belarus, en Turquie, au Nicaragua, au Myanmar, à Hong Kong et ailleurs.

Notre ambition est de redevenir la force politique principale et déterminante au niveau mondial afin d'assurer les transitions équitables nécessaires en ces temps de mondialisation et de crise climatique.

4) La voie à suivre

Nous nous engageons à combattre le concept et la réalisation de ce que l'on appelle les " démocraties illibérales ", que ce soit en Pologne ou en Hongrie, ou encore au Brésil, aux Philippines ou au Myanmar, où les institutions démocratiques sont politiquement détournées et sous contrôle politique non démocratique.

La démocratie doit être développée davantage et ceux qui la sapent doivent faire face à la pression de la communauté internationale, que ce soit au niveau continental ou mondial. Il n'y a pas d'alternative à l'État de droit démocratique !

Alors que nous assistons à de nouveaux coups d'État militaires comme au Mali ou en Guinée, les progressistes de la communauté internationale s'engagent fermement pour un retour immédiat à la démocratie.

Pour nous, Progressistes, le défi n'est pas seulement de gagner des élections, mais de nous connecter avec les sociétés et de surmonter les divisions politiques et la polarisation sociétale qui entravent la compétition démocratique des idées et des concepts et l'approche nécessaire du consensus.

Pour nous, Progressistes, la division sociétale est basée et nourrie par l'inégalité et l'exclusion sociale, par l'exclusion des minorités et des personnes vulnérables, par la discrimination des femmes et des filles. Par conséquent, nous défendons notre engagement historique selon lequel un État-providence moderne est le meilleur pare-feu contre la polarisation des sociétés.

La bonne gouvernance doit inclure les citoyens, qui sont plus que des consommateurs, par des moyens innovants de participation. L'espace civique démocratique est pour nous la condition préalable à l'exercice des droits sociaux, civiques, culturels et économiques fondamentaux.

En tant que progressistes, nous sommes engagés dans la construction d'alliances progressistes avec les mouvements syndicaux et de la société civile. Nous partageons l'agenda syndical d'un nouveau contrat social et sommes solidaires des acteurs de la société civile qui luttent contre le changement climatique ou pour l'égalité des sexes et dont la vie est menacée dans de plus en plus de pays, et pas seulement dans le Sud.

Notre engagement mondial vise à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et comprend une nouvelle initiative sur la paix, la sécurité et le désarmement. Nous nous engageons à atteindre en particulier l'objectif 16 :

- Réduire de manière significative toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont liés partout.

- Mettre fin à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite et à toutes les formes de violence et de torture à l'encontre des enfants.

- Promouvoir l'État de droit aux niveaux national et international et garantir l'égalité d'accès à la justice pour tous.

- D'ici 2030, réduire sensiblement les flux financiers et d'armes illicites, renforcer le recouvrement et la restitution des avoirs volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée.

- réduire sensiblement la corruption et les pots-de-vin sous toutes leurs formes

- mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux

- assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux

- Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions de la gouvernance mondiale.

- D'ici 2030, fournir une identité légale à tous, y compris l'enregistrement des naissances.

- garantir l'accès du public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux

- Renforcer les institutions nationales compétentes, notamment par le biais de la coopération internationale, afin de développer les capacités à tous les niveaux, en particulier dans les pays en développement, pour prévenir la violence et combattre le terrorisme et la criminalité.

- Promouvoir et appliquer des lois et des politiques non discriminatoires en faveur du développement durable.

Les sociétés durables ont besoin de démocraties résilientes et de démocrates progressistes qui agissent et s'engagent !